

Recherches sociographiques



Gilles ROUTHIER, *Les pouvoirs dans l'Église locale : l'Église de Québec*

Jean-Guy Vaillancourt

Volume 37, numéro 2, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/057049ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/057049ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Vaillancourt, J.-G. (1996). Compte rendu de [Gilles ROUTHIER, *Les pouvoirs dans l'Église locale : l'Église de Québec*]. *Recherches sociographiques*, 37(2), 342–346.
<https://doi.org/10.7202/057049ar>

La quatrième partie s'intéresse aux nouvelles manières de vivre et d'être ensemble, les auteurs explorent plus ou moins en profondeur les nouvelles pratiques familiales (BAWIN-LEGROS), les solidarités au travail (GAGNON), les nouvelles conceptions populaires du juste contrat (KELLERHALS, MODAK et PERRIN) et l'esprit de l'écologisme comme nouveau système de valeurs (PRADES). De la cinquième et dernière partie, consacrée aux nouvelles manières de connaître, j'ai retenu surtout les textes de Jean-Michel BERTHELOT et de Monique HIRSCHHORN plus près de la thématique principale du livre. Le premier s'interroge sur l'activité sociale de la connaissance et avance que « dans ses formes les plus populaires aussi bien que les plus savantes, [la connaissance] articule toujours trois niveaux logiques : un niveau informationnel, correspondant en logique au calcul des prédicats, et désignant un « état de choses » (...) un niveau inférentiel, correspondant au calcul des propositions, et désignant une relation significative entre deux états de choses (...) un niveau architectonique insérant un ensemble de relations du type précédent dans un système global d'intelligibilité. » (P. 256.) D'après lui, selon les époques et les sociétés, on aurait privilégié un des trois niveaux dans l'activité de connaissance. Les sociétés traditionnelles et orales auraient privilégié le niveau de l'intelligibilité, les sociétés modernes du XX^e siècle celui de l'inférentiel, alors « qu'actuellement, avec le développement de l'informatique et de l'intelligence artificielle » nous assisterions « à un nouveau déplacement allant cette fois de l'inférentiel à l'informationnel » (p. 261).

Pour sa part, Monique Hirschhorn cherche à voir si « la pensée analytique, discursive, dominatrice céderait (...) sa place à une pensée dialectique (LEDROUT) ou cybernétique (Bateson) » (p. 267). Comme le faisait Ledrut dans les années soixante-dix, Hirschhorn cherche des traces de cette mutation annoncée dans la vie sociale, et elle en trouve bien peu. N'est-ce pas, de toute façon, impossible à faire : fonctionnant à l'intérieur d'un mode de pensée, comment, se demande Hirschhorn, pourrions-nous appréhender ce nouveau mode de pensée ?

Pour conclure, disons que cet ouvrage collectif pose des questions fondamentales sur la transformation de nos sociétés, mais que la qualité des contributions est inégale (n'est-ce pas le lot de tous les ouvrages collectifs ?). Certains textes sont trop courts, d'autres un peu trop éloignés du thème principal (j'ai souvent ignoré ces derniers dans ce compte rendu, ce qui n'a rien à voir avec leur valeur en soi). Par contre, dans l'ensemble, il y a là suffisamment de matière et de diversité pour que tous ceux qui s'intéressent à cette question y trouvent leur compte.

Jean-Pierre DUPUIS

École des hautes études commerciales.

Gilles ROUTHIER, *Les pouvoirs dans l'Église locale : l'Église de Québec*, Montréal/Paris, Éditions Paulines et Médiaspaul, 1993, 527 p. (Brèches théologiques.)

Quand j'ai accepté de faire un compte rendu de cet ouvrage, je croyais qu'il s'agissait d'un simple livre de sociologie des organisations ou de science administrative appliqué à un

diocèse catholique et que ma tâche serait relativement facile. À mesure que j'avancais dans ma lecture, je me suis aperçu que j'avais affaire à une étude complexe, remarquable par la finesse et la richesse de l'analyse. En fait, c'est un des meilleurs ouvrages sur l'exercice du pouvoir religieux qu'il m'a été donné de lire depuis les trente-cinq années que je m'intéresse à ce phénomène. C'est un livre rigoureux, décapant, courageux, qui va au fond des choses, et qu'il n'est pas facile de résumer, encore moins d'analyser de façon critique.

L'auteur, professeur de théologie à l'Université Laval et curé de paroisse dans le diocèse de Québec, a obtenu son doctorat en 1991 à l'Institut catholique de Paris avec une thèse monumentale sur la réception du concile Vatican II dans ce même diocèse de Québec. Son travail minutieux touche à la sociologie des organisations et de l'administration, mais c'est surtout un travail de religiologie et d'ecclésiologie, où la sociologie se conjugue avec une approche de la théologie de la pratique conçue comme discours scientifique, comme instance critique, et comme lieu de dialogue. Pour l'auteur, « la théologie de la pratique est soucieuse de situer, dans le champ social et ecclésial, la production d'un type particulier de pratique et de rendre compte, au moyen de l'analyse, de ce qui détermine cette production » (p. 346).

Dans ce premier de deux ouvrages sur les pouvoirs dans l'Église (il y en aura bientôt un second, qui sera plus proprement théologique, car il confrontera les pratiques réelles dans le diocèse de Québec avec les pratiques réelles issues de la tradition ecclésiale concrète qui sous-tend le discours ecclésiologique de Vatican II), le cheminement est assez proche de la sociologie organisationnelle et de la science administrative, d'où l'importance accordée par l'auteur aux travaux de sociologues comme Pierre Bourdieu, Michel Crozier, Fernand Dumont, Raymond Lemieux, Fernand Boulard, Andrew Greeley, F.-X. Kaufmann, Jean-Jacques Simard et surtout ceux du politologue de l'administration publique québécoise James Ian Gow.

Le livre *Les pouvoirs dans l'Église* est donc une étude à la fois sociologique et ecclésiologique du gouvernement d'un diocèse, une enquête de terrain sur l'exercice réel du pouvoir dans l'Église. Le but du chercheur est d'évaluer systématiquement l'importance de la participation des membres de l'Église diocésaine dans certains processus de prise de décision entre 1982 et 1987, dans trois régions pastorales (48 paroisses sur 273) du diocèse de Québec. Il centre d'abord l'attention sur deux décisions importantes, celle du choix de nouvelles orientations dans le domaine de l'initiation sacramentelle des enfants, et celle du choix de la priorité pastorale quinquennale pour le diocèse. L'approche adoptée est systémique et s'appuie sur le fonctionnement réel à partir des pratiques plutôt que sur le fonctionnement théorique à partir des organigrammes. La question est de savoir si l'Église de Québec fonctionne selon un modèle synodal de gouvernement. Le chercheur se demande : qui fait et dit quoi à qui et comment ? À partir d'une lecture des archives, il rédige d'abord, dans deux chapitres substantiels, le récit historique de ce qui s'est passé dans les deux dossiers. Le processus de ces deux décisions est analysé dans le détail à partir des documents d'archives des groupes impliqués. Les perspectives théoriques adoptées comme fils conducteurs pour reconstruire avec précision le fonctionnement du diocèse de Québec sont l'approche sociologique de Pierre Bourdieu dite de la production des biens symboliques, d'une part, et l'approche de la « compréhension systématique » inspirée des travaux méthodologiques de Bernard Lonergan, d'autre part. Au terme de chacun de ces deux chapitres d'analyses de cas, le chercheur pose une hypothèse concernant la décision prise en fin de course. Dans le cas de l'initiation sacramentelle, l'hypothèse affirme que c'est l'Office diocésain d'éducation qui a exercé son pouvoir sur les autres acteurs, spécialement les paroisses, alors que dans le cas de la priorité

diocésaine, l'hypothèse choisie, démontre que c'est un groupe de cadres supérieurs, une espèce de « shadow-cabinet » d'experts, qui a pris la place dominante dans le système en se cachant derrière des mots « passe-partout » comme participation, coresponsabilité et synodalité.

La troisième partie de l'ouvrage, qui comprend le chapitre quatre sur l'initiation sacramentelle et le chapitre cinq sur la priorité diocésaine, soumet à la critique les hypothèses émises sur les modèles de fonctionnement découverts, afin d'en vérifier la pertinence et la validité, grâce à la méthode d'enquête. Un questionnaire a été présenté à 28 répondants dans un entretien oral semi-directif, avec des questions ouvertes portant sur les faits ou des opinions. Cette enquête a eu lieu en février et en mars 1989, auprès d'un échantillon non aléatoire de permanents et de bénévoles, de prêtres et de laïcs, d'hommes et de femmes, tous impliqués dans différentes instances pastorales de la vie diocésaine, aux niveaux paroissial, régional et diocésain. L'hypothèse initiale des analyses documentaires est confirmée et même dépassée par l'enquête, qui révèle entre autres choses non seulement une certaine rupture entre l'institution scolaire et le milieu paroissial, mais surtout une fracture profonde entre l'administration diocésaine qui rêve de gestion rationnelle comme dans un jardin à la française, d'une part, et les prêtres et autres agents de pastorale engagés dans le milieu paroissial et régional et aussi les membres bénévoles des Conseils, d'autre part, qui préfèrent la spontanéité d'un jardin à l'anglaise. « La revendication du leadership par un pôle (l'administration diocésaine) est contrée par une revendication opposée dans quelques paroisses » (p. 308). Comme les paroisses contestatrices sont des paroisses ayant les populations les plus jeunes, le chercheur pense en plus que le fonctionnement ecclésial centralisé devra nécessairement se convertir tôt ou tard en un leadership plus participatif.

Pour ce qui est de la priorité diocésaine, l'enquête par entrevue révèle que les objectifs sont conçus et élaborés par les permanents de la Curie diocésaine, puis livrés aux paroisses par le truchement des animateurs régionaux et enfin réalisés dans l'échange entre les paroisses et entre les régions. Comme dans le cas de l'initiation sacramentelle, les processus de décision évoluent dans le temps et selon les différents milieux paroissiaux et régionaux. Par ailleurs, il y a des constantes : les experts supplantent les conseils, l'instance diocésaine domine les régions pastorales et les paroisses, et enfin le curialisme étouffe la synodalité, comme c'est le cas aussi, soit dit en passant, au Vatican.

La quatrième partie de l'ouvrage contient trois chapitres. Cette section présente la synthèse et l'évaluation critique du processus de vie synodale dans le diocèse de Québec. La réflexion se fait ici plus ecclésiologique, donc plus théologique. L'analyse des pratiques concrètes faite par le chercheur au début du livre a bien montré l'écart entre celles-ci et les justifications qui tentent de les légitimer. Ici, il pose trois questions spécifiques, celle de la distorsion des pratiques des organismes centraux de la Curie diocésaine (ch. VI), celle des rapports entre l'administration centrale et la vie des paroisses et des régions pastorales (ch. VII) et celle du défi que constituent la participation des laïcs et l'émergence d'un nouveau type de clercs (ch. VIII).

Routhier réussit dans ces chapitres à montrer qu'il y a une similitude, voire une corrélation, entre les processus décisionnels dans le diocèse de Québec et les différentes pratiques administratives de l'État québécois issues de la Révolution tranquille et, d'une façon plus large, des divers mouvements sociaux à l'œuvre dans la société québécoise. L'Église de Québec a reproduit de façon non critique les nouveaux rapports sociaux et la nouvelle culture organisationnelle qui ont cours dans le milieu ambiant. Dans ces trois derniers chapitres, le

chercheur analyse les rapports entre la pratique ecclésiale réelle et les conditions socio-historiques de la société québécoise d'après Vatican II, après avoir mesuré l'écart entre celle-ci et la représentation ou le système de légitimation que les acteurs donnent de leur action dans les chapitres précédents.

Dans le chapitre six sur les pratiques mises en oeuvre à la Curie diocésaine, l'auteur retrace l'histoire de la mise en place des fonctionnements centralisateurs et pseudo-participatifs de l'administration centrale et montre comment celle-ci mime littéralement les façons de faire de l'administration gouvernementale séculière (consultation et planification, gestion par objectifs et exécution bureaucratique et finalement évaluation) bien plus qu'elle ne s'inspire des textes de Vatican II qui sont plutôt muets sur la place de la Curie dans les diocèses et au Vatican : « À vrai dire, la pauvreté de la réflexion de Vatican II sur la Curie ouvrait la voie à l'échafaudage d'appareils développés dans un cadre de réflexion étranger à la théologie » (p. 370). La Curie confond et accapare les rôles et les fonctions, de sorte que ses comités, ses permanents et ses experts transforment les Conseils, les bénévoles et les paroisses en simples figurants qui entérinent des décisions déjà prises qui servent de relais après avoir été tenus occupés avec les questions secondaires. Routhier souligne toutefois l'intérêt et l'originalité de certaines propositions de Vatican II à cet égard et il fait des recommandations pratiques pour que l'administration centrale convertisse ses modes de fonctionnement au lieu de ne penser qu'efficacité et modernisation technocratique.

Le modèle que propose Routhier présente l'évêque comme le coordonnateur qui préside aux divers stades du processus et qui modère et contrôle la Curie avec l'aide de son auxiliaire et de ses vicaires généraux. Le rôle de la Curie se situerait alors davantage sur le plan de l'aide à l'exécution, alors que la formulation des finalités et leur évaluation serait plutôt du ressort des Conseils. Ces derniers ont donc besoin d'un secrétariat léger, d'un accès à des chercheurs et à des consultants, et de l'input de la part des participants non permanents issus de la base paroissiale et régionale. La Curie ne doit donc pas monopoliser la consultation, l'exécution et l'évaluation, mais accepter de participer parmi d'autres dans la vie synodale du diocèse.

Au chapitre VII, l'auteur traite des régions pastorales et des paroisses. En vertu des principes d'autonomie locale et de subsidiarité, les régions devraient être conçues comme un réseau d'échange et de dialogue, comme des regroupements de paroisses issus de leur volonté de collaboration en vue d'une pastorale d'ensemble organique et non pas comme des émanations des organismes diocésains centraux, des instruments à leur service et des relais de communication pour des directives concoctées dans les bureaux des planificateurs centraux de la Curie comme c'est beaucoup trop le cas dans le diocèse de Québec. Le diocèse aurait beaucoup à apprendre et à recevoir des initiatives nées en paroisse. Les gens à la base sont marginalisés et ils se sentent aliénés à cause du manque de participation à l'élaboration des décisions. Ils veulent plus de communication et plus d'information, conditions *sine qua non* de la participation et d'une véritable opinion publique jugée nécessaire dans l'Église par Pie XII lui-même.

Le dernier chapitre, sur le défi de la participation des laïcs, montre que le nouveau clivage dans l'Église diocésaine n'est plus entre le clergé (ou les ministres ordonnés) et le laïcat, mais entre un petit groupe de permanents et experts diocésains, composé de laïcs et de ministres ordonnés, et ceux qui ont des solidarités de terrain, surtout paroissiale. Routhier suggère que les membres, même laïcs, de la Curie soient insérés dans le régime des Conseils et dans le

travail pastoral en paroisse pour combler le fossé qui s'est creusé entre les membres des organismes diocésains et les autres membres de l'Église diocésaine.

L'auteur est finalement amené à conclure que le pouvoir n'est pas là où on le croit ni là où on le dit et qu'en fait il y a «des pouvoirs» plutôt qu'un seul pouvoir dans l'Église diocésaine, comme c'est le cas aussi à Rome et dans les communautés religieuses. Espérons qu'après avoir étudié le diocèse de Québec, par rapport à ses régions et ses paroisses, l'auteur se servira de sa fructueuse méthode d'analyse pour étudier le pouvoir du Vatican en relation avec la Curie romaine, le synode des évêques, les conférences épiscopales et les diocèses. Bien plus que dans les diocèses, c'est à ce niveau que s'exercent les pouvoirs qui comptent vraiment dans l'Église. Quant aux communautés religieuses et aux paroisses, et à d'autres associations religieuses, elles devraient elles aussi être étudiées, mais il me semble qu'il est plus urgent et plus intéressant de se concentrer sur les diocèses et surtout sur le Vatican. Une approche transdisciplinaire comme celle qu'utilise Gilles Routhier me semble très prometteuse pour l'avenir des recherches sur l'exercice des pouvoirs dans l'Église catholique, et aussi dans les autres Églises et groupements religieux.

Jean-Guy VAILLANCOURT

*Département de sociologie,
Université de Montréal.*

Raymond LEMIEUX et Micheline MILOT (dirs), *Les croyances des Québécois. Esquisses pour une approche empirique*, 1992, 383 p. (Les Cahiers de recherches en sciences de la religion, 11.)

Les textes de cet ouvrage collectif ont été rédigés par treize membres du Groupe de recherche en sciences humaines de la religion de l'Université Laval composé surtout de professeurs et d'étudiants diplômés de l'Université Laval et de quelques ex-étudiants devenus professeurs dans d'autres institutions. Ce groupe constitue depuis plusieurs années, grâce surtout à ses *Cahiers de recherches en sciences de la religion*, un foyer intensif de publication dans les sciences sociales de la religion, particulièrement en sociologie des religions. Ici, ils analysent les fonctions et l'évolution des multiples croyances religieuses des Québécois et les relations de celles-ci avec la société et la culture ambiantes, dans une perspective scientifique interdisciplinaire et selon une pluralité de méthodes empiriques.

Les études sur lesquelles ces écrits se basent sont des enquêtes exploratoires faites dans la région de la ville de Québec vers la fin des années quatre-vingt. Le livre comprend quatorze textes d'inégale longueur, mais de qualité étonnamment élevée pour ce genre de collection à première vue assez hétéroclite. L'avant-propos des deux maîtres d'œuvre de la recherche et de l'ouvrage, de même que le long chapitre d'entrée en matière méthodologique et théorique de Raymond LEMIEUX, assurent une belle cohésion à l'ensemble et permettent au lecteur de s'orienter dans une série d'analyses plutôt détaillées, pour ne pas dire minutieuses. Lemieux définit les croyances religieuses de façon opérationnelle en les présentant comme des ten-